

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com

À SURVEILLER: Buckingham en Fête jusqu'au 10 juillet, sous le pont Brady. Pour information: www.buckenfete.ca.



La valse des frigos

Actuellement, il y a au moins sept familles en situation de grande pauvreté qui n'ont pas de frigo.

Entraide familiale de l'Outaouais a reçu, dans les derniers jours, plusieurs nouvelles demandes d'aide pour des meubles et des électroménagers.

L'équipe d'Entraide réussie à fournir presque tout ce qui est demandé sauf pour sept frigos et se tourne vers la population pour répondre à ces demandes.

Le mois dernier, l'organisme

a reçu un don inespéré de 10 réfrigérateurs neufs. Ce don peu commun a été fait par le couple Ginette Losier et Jean-Marie Robichaud.

D'ailleurs, le couple Losier-Robichaud n'en est pas à un premier don du genre. L'an dernier, ils avaient remis une centaine d'ensembles neufs pour vêtir des enfants de 0 à 6 ans et ils ont aussi fait des dons exceptionnels pour aider les sinistrés de la rue Eddy.

Mais cette fois, c'est à vous de jouer les héros alors, si vous avez des électroménagers, spécifique-

ment des frigos, en bon état, vous pouvez leur offrir une deuxième vie et ainsi aider des familles dans le besoin.

Évidemment, les meubles, vêtements, articles de cuisine et de chambre à coucher sont les bienvenus. À Gatineau, Entraide Outaouais fait la cueillette à votre domicile mais il faut être patient puisqu'une seule équipe de ramassage est sur la route. Pour en savoir plus ou pour prendre un rendez-vous avec l'équipe, il suffit de communiquer avec Francine au 819-669-0686.

Moment de folie

Difficile de ne pas être bouleversé aujourd'hui. Le verdict rendu dans l'affaire du Dr Turcotte frappe toute une population. L'homme a poignardé à mort ses deux enfants et il s'en tire. Il a été déclaré non criminellement responsable de ses actes et il évite ainsi la prison.

Au moment d'écrire ces lignes, je regarde mes deux enfants et je ne peux refrener ma déception face à cette décision. Il est clair que lorsque Turcotte aura terminé son traitement et son évaluation médicale, il sera remis en liberté. Il

s'en tire mieux qu'un pauvre type que se serait fait pincer pour vol à l'étalage. Ridicule.

Du même coup, je me convaincs qu'il est impossible pour un père de poser un tel geste. À moins que, comme l'a compris le jury, le médecin était dans un état second lorsqu'il a commis l'irréparable. Mais pour Anne-Sophie et Olivier, celui qui devait les protéger fut également leur assassin.

Enfin, je comprends aussi la mère de ne pas vouloir aller en appel. Elle veut simplement mettre fin à ce cauchemar.

» EN BREF

À VÉLO EN TOUTE SÉCURITÉ



Photo de courtoisie

Quatre écoles élémentaires catholiques du Conseil des Écoles catholiques du Centre-Est ont reçu des casques de vélo en don. Grâce à un don du bureau d'avocat Doucet-McBride, pour la deuxième année consécutive, des élèves des écoles Vision-Jeunesse, Terre-des-Jeunes, Marius-Barbeau et Le Petit Prince ont reçu un nouveau casque de vélo. Sur la photo, trois élèves de l'école Le Petit Prince, **Andrée-Chantal**, éducatrice à l'école et **Éliane Lachaine**, avocates chez Doucet-McBride.

DÉFI DE PIERRE LAVOIE



Photo de courtoisie

Dans le cadre du Grand défi Pierre Lavoie, le Mouvement Desjardins invitait les écoles primaires du Québec à participer à un concours afin de promouvoir l'exercice physique auprès des jeunes et de les aider à développer de saines habitudes de vie. L'école de l'Escalade, du secteur Gatineau, remporté 500\$. Ce montant aidera à aménager un terrain de ballon panier dans la cour d'école. Sur la photo, **Karine Beauregard**, enseignante, et **Diane Phillon**, de la Caisse de Gatineau.

ÉCOLES GAGNANTES

Un total de quarante-deux bourses de 1000\$ ont été remises à 32 écoles primaires et secondaires de l'Outaouais dans le cadre de la deuxième édition du Fonds Éco École parrainé par Metro.

L'argent leur aura permis de financer un projet ciblé sur la création d'un environnement plus sain et sur le mieux-être collectif. Au total, 365 bourses ont été octroyées à travers la province depuis septembre dernier. Le succès de l'activité fut tel que Metro a annoncé que le programme sera de retour l'an prochain pour une troisième année consécutive.

Depuis son lancement en septembre 2009, le Fonds Éco École a mobilisé des milliers de jeunes dans toutes les régions du Québec, de Gatineau à Gaspé, en passant par la Montérégie et la Mauricie, les encourageant à adopter des habitudes de vie saines et respectueuses de l'environnement. Les écoles participantes ont mis sur pied des initiatives très variées, y compris des projets de recyclage et de compostage, la plantation d'arbres de même que l'aménagement de jardins.

L'école Providence de Saint-André-Avellin, l'école secondaire Grande-Rivière, l'école Christ-Roi de Maniwaki et l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau sont parmi les écoles récipiendaires de la région. Une liste complète des écoles gagnantes est disponible au www.fonds-eco-ecole.ca.

ENTRE DEUX ROUES

Le député fédérale **Françoise Boivin** vient d'accepter la présidence d'honneur du Roulethon de l'organisme Entre Deux Roues, qui aura lieu le 17 septembre.

Au cours des prochaines semaines, des membres de l'organisme solliciteront la population de l'Outaouais, qui peut se traduire

par un don ou une commandite pour une personne en fauteuil roulant. De plus, il est possible de prendre part à l'événement en participant au souper.

Pour en savoir plus, composez le 819-770-2233.

MARCHÉ NOTRE-DAME

Le Marché de solidarité régionale de l'Outaouais (MSRO) vient d'annoncer la mise sur pied d'un projet pilote permettant l'ouverture d'un nouveau point de chute.

La coopérative qui célèbre cet été ses trois ans d'existence propose à ses membres qui le désireront de récupérer leur commande au marché Notre-Dame, dans le secteur de Gatineau.

Ce projet pilote a été mis sur pied afin d'accommoder les membres qui viennent de l'est de l'Outaouais et durera tout l'été 2011.

Le nouveau point de chute sera ouvert les vendredis, de 14 h à 18 h, jusqu'à la fin août (possibilité de se prolonger).

Rappelons que le MSRO célébrait le million en vente au printemps dernier. Pour plus de 40 producteurs, ce chiffre de ventes signifie de belles retombées.

Pour en savoir davantage, visitez le www.portail.marcheoutaouais.com ou composez le 819-771-2915.

Le MSRO a vu le jour le 17 juillet 2008 dans le but de rendre accessible les produits agroalimentaires de la région à la population de l'Outaouais.

PARCOURS GOURMET

Les entreprises membres du Parcours Outaouais gourmet vous invitent à venir les visiter, ce samedi. Profitez de la journée pour partir à la découverte d'une multitude de produits régionaux de qualité et rencontrer celles et ceux qui les créent.

Le Parcours Outaouais gourmet, c'est 46 bonnes adresses. Rejoignant les quatre coins du

territoire, le Parcours Outaouais gourmet vous mènera dans un périple truffé de charmes et de saveurs où chocolateries, fromageries, fermes maraichères, vignobles, boulangeries, restaurants, vergers et bien plus encore les attendent.

Un rallye donnera la chance aux participants de gagner de beaux prix provenant d'entreprises membres. Plus d'entreprises sont visitées, meilleures sont les chances de gagner.

Le parcours de cette année propose 22 membres principaux qui représentent des producteurs et des transformateurs. Une belle brochette d'activités, allant de l'auto-cueillette à l'interprétation, vous est offerte.

À ces membres principaux s'ajoutent 24 entreprises complètes qui par leurs particularités bonifient le Parcours Outaouais gourmet.

Pour plus d'information, consultez le www.parcoursoutaouaisgourmet.com ou à contacter **Geneviève Groulx** au 819-281-7676.

DERNIÈRE CHANCE

Économisez gros en achetant votre bracelet passeport de Buckingham en fête au coût de 27\$ mais faites vite, puisque ce rabais prend fin demain. Une fois le festival débuté, vous devrez déboursier plus car les bracelets quotidiens seront à 19\$ par jour.

Le kiosque de Buck en Fête est situé au coin de l'Avenue de Buckingham et de la rue MacLaren Est, près du pont Brady. Le kiosque ouvert jusqu'à midi demain, il sera le seul point de vente à avoir en sa possession des bracelets passeports. Pour connaître les autres points de vente de la région, visitez le www.buckenfete.ca.

La 21^e édition de l'événement débutera demain avec Godlune, David Jalbert et Lost Finers.

5 juillet 2011 | Le Droit

Réussite au collégial : contexte et limites

À la Révolution tranquille, un gouvernement éclairé optait pour une école publique de qualité et accessible à tous. Exit le collège classique, privilège des nantis et de quelques prolétaires : le Québec choisissait de se doter de masses instruites afin de soutenir sa croissance et sa modernisation. Quelque 40 ans plus tard, le système d'éducation croule de toute part. A contribué à cette banqueroute une diversité de facteurs.

Par le culte de la consommation et de la gratification instantanée, héritage empoisonné des babyboomers, leurs enfants ont baigné dans la valorisation excessive du matériel. Pour être quelqu'un, il faut accumuler les gadgets, s'habiller au goût du jour, sortir, avoir une auto, voyager. Pour ce faire, il leur faut de l'argent, et tout de suite. Étudier, en revanche, est une activité de longue haleine, dont l'aboutissement semble irréel, et qui exige un investissement de soi, au prix d'autre chose (ce qu'on appelait jadis un sacrifice). Or, si les jeunes consentent à poursuivre des études, c'est à condition de ne renoncer à rien.

Ils sont encouragés par des parents qui se sentent coupables (d'avoir divorcé, d'avoir voulu une carrière, d'avoir trop à faire, d'avoir trop peu de temps) et qui leur ont donc tout donné, en leur évitant toute forme de responsabilisation et d'échec.

Milieu de vie ?

Ce que les parents ne veulent plus faire (l'éducation citoyenne, économique, sexuelle, éthique, nutritionnelle, etc. de leurs enfants), ils l'ont pelleté à l'école. Dorénavant, la société exige de cette dernière qu'elle soit un milieu de vie total, en banalisant sa visée première, la transmission de connaissances et de savoirs.

En même temps qu'il accroît les responsabilités de l'école, le gouvernement coupe dans ses moyens et ses effectifs, néolibéralisme oblige. Les enseignants doivent s'organiser avec les moyens du bord pour favoriser le plein épanouissement de chacun — le surdoué comme l'autiste, en passant par l'allophone -, tout le monde ensemble et peu importe la taille des groupes.

Enfin, avec le départ des babyboomers à la retraite, les gouvernements à courte vue, celui du Québec au premier plan, se retrouvent subitement devant une pénurie anticipée de main-d'oeuvre qualifiée. Grand branle-bas de combat, non pour véritablement qualifier la relève, mais pour remplir les chaises vides. Ici le ministère de l'Éducation s'énerve et impose des plans de réussite aux cégeps, après avoir fait du secondaire une passoire. C'est dans ce contexte qu'après avoir investi les budgets de la réussite partout sauf en classe, les cégeps disent à leurs enseignants qu'il leur faut « dorénavant » développer des pratiques inspirantes, stimulantes et exemplaires qui maximisent l'apprentissage et la réussite. Il se faisait quoi, alors, jusqu'à maintenant ? Quarante ans de pratiques soporifiques et peu recommandables, au service de l'ignorance et de l'échec ?

Basta ! Dans une province où l'éducation n'est pas encore une priorité, voici un Plan d'aide à la réussite simplifié, les versions institutionnelles étant des pavés.

Voici le plan

Ce n'est pas au cégep de pallier les lacunes du secondaire. L'élève veut apprendre. L'élève assiste à ses cours, de corps et d'esprit. Il fait l'effort de s'investir dans ses apprentissages au lieu d'exiger un divertissement de tous les instants. Il s'acquitte de l'étude et des devoirs. Au besoin, il demande l'aide du professeur.

En cas de difficultés particulières, l'élève fait appel aux ressources spécialisées : centres d'aide, tuteurs, pairs aidants, orthopédagogue, psychologue, infirmière, travailleur social, aide pédagogique, orienteur ou autre.

Le personnel enseignant s'acquitte de ses fonctions, avec professionnalisme et amour du métier. Il maintient le cap de l'effort intellectuel dans une société malade de l'instantanéité et du consumérisme, qui décourage l'acquisition par ses membres d'un esprit critique et d'une culture large. Il refuse la complaisance et le nivellement par le bas souhaités par le ministère afin de gonfler les taux de diplomation.

Interlocuteurs privilégiés du ministère, les administrateurs scolaires entreprennent une thérapie de groupe au calcium, destinée à favoriser l'émergence d'une colonne vertébrale. Ils trouvent le courage de dénoncer les lubies cycliques du ministère et le désengagement de l'État en éducation. Ils

soutiennent le personnel enseignant et valorisent activement l'effort intellectuel, notamment face aux pressions des parents et des employeurs.

Les parents font leur mea culpa d'avoir élevé des enfants rois, à qui ils ont voulu éviter tous les inconforts de la vie, en particulier ceux qui sont inhérents à la discipline, à l'effort et à la persévérance. Ils combattent le réflexe de blâmer et de harceler le personnel enseignant lorsque leur progéniture se retrouve en situation d'échec. Ils introduisent un nouveau « mot magique » dans le vocabulaire familial – « assume » — et s'efforcent de prêcher par l'exemple.

Les employeurs régionaux réservent aux élèves, à titre de premiers emplois, une panoplie de « McJobs » destinées à leur faire apprécier la plus-value d'une éducation de qualité. Puis, ils résistent à la gratification instantanée du « cheap labour », en prenant conscience qu'un personnel qualifié et compétent est réellement leur meilleur atout. Carole Connolly et Jean-François

Gaudreau, Claude Gauthier,

Josée Pilon, Alain Toutloff, Cégep de l'Outaouais

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

5 juillet 2011 | Le Droit | PAULPAULGABOURY GABOURY

« Une gifle », dénonce Impératif français

Pgaboury@pgaboury@ledroit.ledroit.com com

La diffusion en anglais seulement du spectacle du midi de la fête du Canada, au parc Major's Hill, vendredi, est un affront inacceptable envers tous les francophones du pays, a dénoncé hier le président d'Impératif français, Jean-Paul Perreault.



« C'est une autre gifle à tout le Canada et encore plus à tous les francophones du Canada », a-il commenté en entrevue, hier.

M. Perreault a réagi en envoyant une plainte officielle au commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, lui demandant d'intervenir auprès de la Commission de la capitale nationale, de Patrimoine canadien et du gouvernement du Canada pour que cessent « les nombreuses pratiques inadmissibles de discrimination et d'humiliation de la francophonie canadienne ».

M. Perreault déplore que « les contrôles de qualité ne sont pas en place quand il s'agit de faire respecter les droits des francophones ».

« Une telle situation ne devrait jamais arriver. Que fait-on des contrôles de qualité quand il s'agit des droits des francophones ? À la place, on se met en mode 'excuses'. Mais la qualité et la quantité devraient être comparables à l'anglais. On ne devrait pas avoir à se soucier de cela », a souligné le président d'Impératif français.

« Une erreur », dit la CCN

À la suite de l'incident qui a suscité des réactions de plusieurs francophones présents, le porte-parole de la CCN, Jean Wolff, a présenté des excuses en indiquant qu'on s'expliquait mal que la retransmission sur écran géant ait été entièrement en anglais. « C'est une erreur de notre part. Nous sommes désolés », a indiqué vendredi le porte-parole de la CCN.

« On a une histoire d'humiliation collective envers les francophones, souligne M. Perreault. Les ' Nous sommes désolés', 'Nous nous excusons', 'Nous ferons mieux la prochaine fois', 'Nous corrigerons la situation', 'C'est une erreur', 'Nous n'avons pas les ressources', 'La situation s'améliore' et toutes les

excuses de cet acabit ne servent qu'à justifier après coup le mépris et l'arrogance linguistique canadienne auquel on semble vouloir nous habituer. »

Au bureau du commissaire Fraser, on nous a confirmé avoir reçu une plainte. « Nous communiquerons avec le plaignant très bientôt pour l'informer du statut de la plainte. Pour l'instant, il est un peu tôt pour déterminer précisément quelles étaient les obligations de la CCN dans cette situation. Incidemment, au moins un membre de notre personnel était sur place. Cela devrait aider à confirmer précisément les faits », a indiqué Robin Cantin, directeur des communications du Commissariat aux langues officielles.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 juillet 2011 | Le Droit

Aménagement, identité et français

Construire aveuglément, sans discernement, sans véritable planification et uniquement pour des motifs fonciers a pour effet d'affaiblir la capacité des infrastructures existantes, de transformer le tissu social et de diluer le caractère identitaire. Construire ainsi va à l'encontre des attentes de la majorité des citoyens et de la démarche fondamentale consistant à améliorer leur qualité de vie.

Que se passera-t-il à Gatineau d'ici à ce que la version finale du futur schéma soit adoptée en 2014 ? Dans le secteur Aylmer ? Est-ce que les projets de construction continueront de se multiplier ? Est-ce que la structure municipale actuelle nous permet de nourrir certains espoirs quant au type de gestion, de direction et d'orientation vraiment souhaitables ?

J'ai l'impression que les dés sont déjà jetés.

Tout semble axé sur le développement, sur la croissance démographique, et ce au détriment évident du français. Il n'est pas normal que tant de citoyens sentent si souvent la nécessité de monter aux barricades pour rappeler l'importance de la langue française. L'administration municipale en place parle de 78 000 nouveaux résidents d'ici les 40 ans. Sur quoi fonde-t-elle de telles prévisions et comment justifie-t-elle son enthousiasme face à une telle croissance ? Ce développement domiciliaire taxe lourdement nos infrastructures. Comment s'attendre à ce qu'elles tiennent le coup face à un afflux massif de nouveaux résidents ?

En planifiant la croissance démographique de façon modérée et réfléchie, il est possible de prévoir les besoins précis au chapitre des infrastructures. Il est également possible de préserver l'identité francophone de Gatineau en transmettant un message clair à tous ceux qui s'établissent ici. Il faut afficher sans ambiguïté le caractère francophone du Québec, de l'Outaouais et de Gatineau.

Il importe de planifier en accordant la priorité aux considérations de base. En matière d'écologie et de protection de l'environnement, la forêt Boucher est certes un projet prometteur et des plus louables, à condition de ne pas négliger pour autant l'aménagement d'un plus grand nombre d'espaces verts conviviaux.

Côté emploi, il faut donner la priorité aux PME plutôt qu'aux grandes surfaces, et définir clairement le type d'environnement commercial qui répond le mieux aux intérêts exprimés. Pour ce qui est du transport en commun, bravo pour le Rapibus. Et souhaitons voir un jour – pas trop lointain – un train léger non polluant, silencieux et efficace. Pensons à une usine d'éoliennes dans le Pontiac. À des infrastructures durables et viables. À un modèle d'urbanisme centré sur les services de proximité, un modèle plus rassembleur et moins impersonnel. Élus de Gatineau, prenez maintenant des mesures. N'attendez pas l'adoption du futur schéma d'aménagement. Je veux bien tenter d'imaginer ma ville dans 40 ans, mais ce que je vois aujourd'hui à bien des égards me laisse perplexe. Je tiens à vivre en français au Québec, dans ma région, dans ma ville, dans mon secteur. Je tiens à ce que mes taxes servent à entretenir et à améliorer les infrastructures. Jean Beaudin, Secteur Aylmer

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 juillet 2011 | Le Droit | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER

Fermeture annoncée de l'église Sainte-croix

Samuel Blais-Gauthier sbgauthier@ledroit.com Correspondant régional-Est ontarien

CHINE • ITALIE • CANADA • ALLEMAGNE • GRANDE FINALE DU CASINO DU LAC-LEAMY



SAQ
présente



**LES GRANDS FEUX
DU CASINO
DU LAC-LEAMY**

Du 6 au 20 août 2011

Réservez vos billets en
admission générale,
en sièges réservés
ou un forfait
"Super-Spectacle"
pour une soirée inoubliable!



en collaboration avec



BANQUE NATIONALE



RÉNO DÉPÔT



infoBell



CAPITAL TICKETS.CA
ACHÈTEZ VOS BILLETTS MAINTENANT



CASINO LAC-LEAMY



Tourisme Québec



Ville de Gatineau
Faire de Gatineau



Parcs Canada



Canada



CCN NCC



Tim Hortons



store image



BUD LIGHT



PEPSICO



Loblaws



JTO



75



CTV



Rai



Vik



TVR

LeDroit



Majic 100



SUN



CHN

Une quatrième église de paroisse francophone est appelée à fermer à Cornwall, dans l'Est ontarien. Voyant les fidèles de moins en moins présents sur le parvis de l'église Sainte-Croix, l'évêque du diocèse d'Alexandria-Cornwall a dernièrement annoncé la fermeture du lieu de culte prévue à l'été 2012.

« Il s'agit d'une décision qui s'inscrit dans notre plan d'évaluation de la santé de nos paroisses de la région. Nous étions rendus au point où il fallait penser à des fusions », a expliqué prudemment Mgr PaulAndré Durocher.

Depuis 2003, le diocèse a mis la clef sous la porte des églises de la paroisse francophone Saint-Martyr canadien et Christ-Roy puis sous celle de la paroisse bilingue Saint-Jean Bosco.

Avant cette phase de restructuration, le diocèse de Cornwall comptait 6 paroisses francophones et 4 anglophones. Avec ce qui se dessine, les paroissiens francophones de la localité pourraient n'avoir avant longtemps que deux paroisses avec un sanctuaire, comparativement à la communauté anglophone qui conserverait ses 4 paroisses.

« Les francophones auraient encore trois lieux de culte », tempère Mgr Durocher.

La nouvelle a créé une levée de boucliers chez les paroissiens de l'église Sainte-Croix et ceux des paroisses francophones voisines.

« Ces paroisses sont à la base de la communauté francophone de Cornwall. C'est triste de fermer des paroisses qui ont été bâties et tenues en vie par des francophones d'ici. On semble souvent oublier que ces paroisses ne sont pas que des bâtisses, mais aussi des lieux où une communauté se rassemble », a fustigé Conrad Bazinet, un paroissien de l'église Sainte-Croix.

L'Association canadiennefrançaise de l'Ontario de Stormont, Dundas et Glengarry (SDG) s'en est aussi mêlée, donnant publiquement son appui aux paroissiens, mais en se défendant de vouloir livrer un sermon au diocèse d'Alexandria-Cornwall.

« Nous trouvons regrettable qu'une autre église francophone doive fermer. Avec la population qui est généralement bilingue, c'est le genre d'action qui peut pousser les francophones à se tourner vers une paroisse anglophone », a commenté le président sortant de l'ACFO de SDG, Jules Bourdon.

« Je n'ai pas l'intention de me prononcer sur les pour et les contre d'une telle décision pour la communauté francophone. Nous allons avant tout étudier la question au cours d'un moratoire », a répondu Mgr Durocher.

Sursis d'un an

Un mouvement de protestation citoyenne s'est mis en branle et depuis une pétition circule dans la ville de Cornwall sur laquelle près de 600 résidents ont jusqu'à maintenant apposé leur signature.



Ce qui a été assez pour faire réagir le diocèse qui a accordé un sursis d'un an à l'église Sainte-Croix, le temps que soient étudiés tous les aspects de la question.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

6 juillet 2011 | Le Droit | PIERRE DUFAULT

« La taxe écologique existe toujours »

Fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Avec quelques jours de retard mais pas moins de mordant, les progressistes-conservateurs de l'Ontario ont souligné, hier, le « premier anniversaire » de l'imposition par le gouvernement libéral de Dalton McGuinty d'une taxe écologique controversée, en catimini, le même jour qu'une taxe de vente harmonisée (TVH) de 13 %.

Par la même occasion, l'opposition officielle à Queen's Park a accusé le gouvernement de continuer à percevoir ces « écodroits » en silence, et ce, tout en disant les avoir abolis à peine une vingtaine de jours après avoir commencé à les percevoir, le 1er juillet 2010.

« La taxe écologique existe toujours. Et même s'il continue à la percevoir, le gouvernement ne fait rien pour améliorer notre environnement. En fait, l'automne dernier, nous avons appris que seulement 2 % des appareils électroniques sont recyclés. Des 33 millions \$ qui ont été perçus en 'éco-droits' en 2009, quelque 20 millions \$ dorment toujours dans un compte de banque. C'est la preuve que ces 'éco-droits' ne sont qu'une autre attrape », a fustigé la députée progressiste-conservatrice Lisa MacLeod lors d'un point de presse à Ottawa.

Abolition de la taxe

S'ils sont portés au pouvoir, le 6 octobre, les troupes de Tim Hudak promettent d'abolir complètement la taxe écologique et de confier le recyclage de certains produits ménagers dangereux, comme les appareils électroniques, au secteur privé ou à des organismes sans but lucratif.

Le ministre libéral Bob Chiarelli se dit « renversé » par ce qu'avancent les progressistes-conservateurs. Il les accuse de manquer de cohérence après avoir eux-mêmes fait adopter la Loi ontarienne sur le réacheminement des déchets, en 2002. C'est avec cette loi que sont apparus les premiers « éco-droit » sur certains articles comme les pneus, les appareils électroniques, les piles rechargeables et les ampoules électriques.

« C'est complètement absurde de dire que nous restons assis sur des millions de dollars à la banque. Tout l'argent que nous percevons par le biais de la taxe écologique sert au réacheminement des déchets. Abolir complètement cette taxe nous donnerait deux options : tout enfouir les produits dangereux dans le sol ou pelleter la responsabilité de les recycler dans la cour des municipalités », a exposé le ministre de l'Infrastructure et député d'Ottawa-Ouest Nepean au Droit.

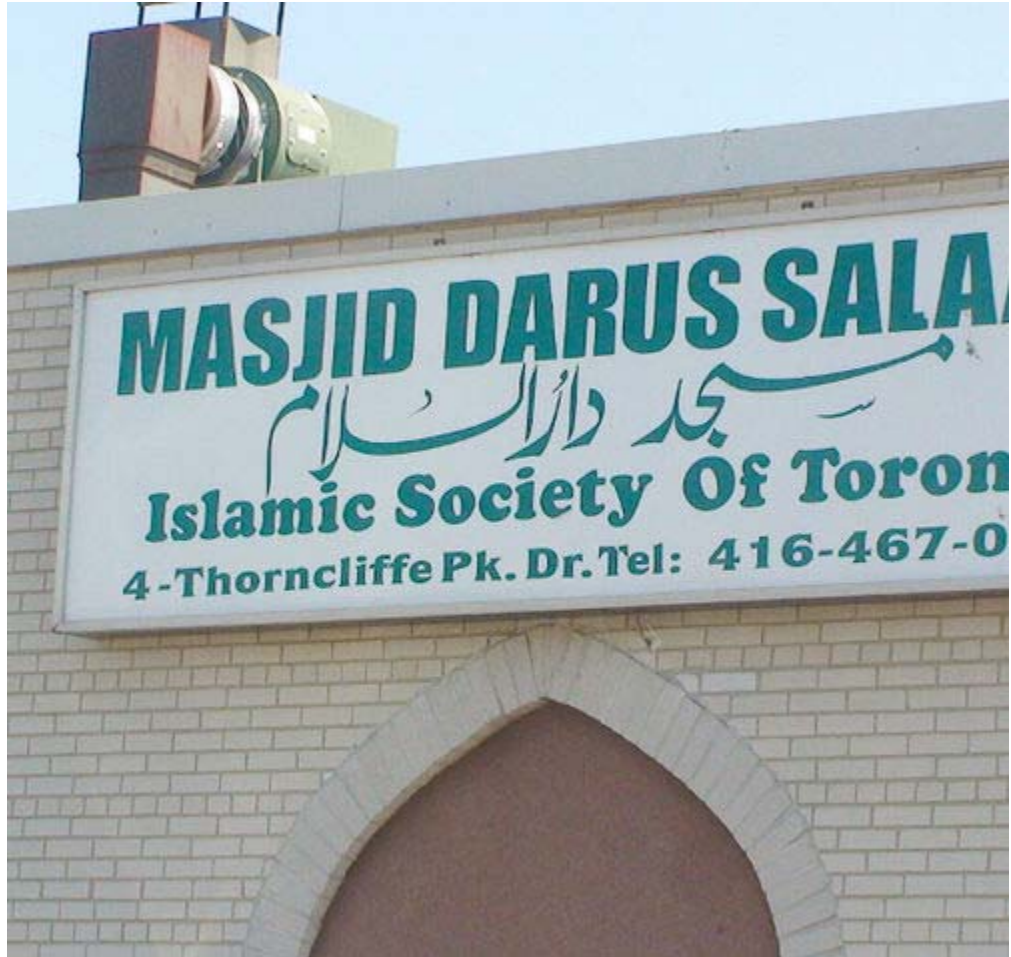
L'automne dernier, trois mois après avoir imposé, puis retiré en vitesse une taxe écologique sur certains produits ménagers dangereux pour financer la collecte et le recyclage, le gouvernement de l'Ontario a tout simplement décidé d'abolir le programme controversé. Les seuls « éco-droits » qui sont toujours perçus aujourd'hui sont les mêmes qu'avant 2010, selon M. Chiarelli.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Prayer services in school must be stopped

TOM GODFREY, QMI AGENCY

FIRST POSTED: WEDNESDAY, JULY 6, 2011 3:17:48 EDT AM



TORONTO - One of Canada's largest Muslim groups has denounced worshipping by youngsters at a North York middle school must be stopped.

The Muslim Canadian Congress has joined others groups like the Canadian Hindu Advocacy and Jewish Defense League, w cafeteria.

"This is a very big concern for us," Congress president Farzana Hassan said. "We are concerned that there are some Muslim invited to pray."

Hassan cited the Ismailis and Ahmadiyyas as not being recognized as Muslims by mainstream groups.

"This is opening up a Pandora's Box," she said on Tuesday. "Schools are not a good place for Muslims and Hindus to have t

The concerns follows reports by QMI Agency up to 400 Muslim students are allowed to have prayer services in the cafeteria service that runs from November to March. Local Imams are brought in to lead the 30 to 40 minute service in which the boys are banned during prayers.

The service has created controversy among parents and others who claim the Toronto District School Board (TDSB) should | Meir Weinstein, of the Jewish Defence League Canada, is concerned about radical or fundamental Imams leading the service He is concerned about some of the background or teachings of the Imams.

"There has to be someone to monitor the prayer services," Weinstein said.

"We worry if they will extend their prayers to include religious ideology," he said, "We hope this is not a trend that will continu Homa Arjomand, of International Campaign Against Sharia Courts in Canada, called the service a "political statement" by Mu

"We are against this 100% because it has nothing to do with the public school system," Arjomand said. "The Muslims are tryi

TDSB Superintendent of Education Jim Spyropoulos said there a number of schools in Toronto that "accommodate" students students or schools took part.

Spyropoulos said his board has to accommodate Muslims, or other ethnic groups, due to Ontario Human Rights and TDSB p

"We will consider the prayer request for any group who has to pray during school hours," he said. "We have an obligation to : prayer needs."

He said the services will not be monitored because "we do not have the right to tell people how to worship."

UHDGHU *#FRP P HQWV#

By adding a comment on the site, you accept our terms and conditions and our netiquette rules.

VSRQVRUHG #DQNV

Kanata Dental Hygiene

Dental hygiene care with an independent dental hygienist
Click Here For Cleaner Teeth!

Ottawa Valley Tours

Sightseeing, Theatre, Southern Getaways, Casino and Daily Tours
Click For Your Vacation

Canadian Deals

Get great deals from local, Canadian Merchants
Click here to sign up!